

DISPOSITIFS DE PREVENTION DE LA VIOLENCE DANS LES UNIVERSITES IVOIRIENNE

Alathé Mireille BODO

*Université Félix Houphouët-Boigny, d'Abidjan/Cocody, Côte d'Ivoire/ UFR-SHS, Science de l'homme et de la société / Département de philosophie
bodomireille@gmail.com*

Résumé

Le monde exposé aux mouvements tumultueux, est la proie de la violence. Cette violence aux multiples usages sévit aussi dans nos universités. Les universités ivoiriennes sont donc le théâtre de violences. Or, l'université étant le reflet de la société, pour son bon fonctionnement, il est important de mettre en œuvre des moyens efficaces pour la prévention de la violence. Il appartient donc à l'homme d'arrêter la rage destructrice de la violence qui éclate et anéantit les choses, « pour travailler son image du monde pour la rendre adéquate au concept du meilleur des mondes possibles. » (G.W. Leibniz, 1969 :19). L'homme selon Leibniz, a les ressources nécessaires pour maîtriser la violence. C'est un travail éducatif et citoyen qui nécessite une disposition de compréhension et d'écoute. Pour cela, l'homme doit choisir l'expression de la civilité au détriment de l'expression du rapport de force. D'où l'importance du respect de la loi, de la soumission aux lois. Héraclite (1964 : 6), affirme : « La loi fait la force de la cité, elle cimente l'État. Elle a pour tâche de rétablir la rectitude et la mesure. » Le pouvoir d'une force est d'empêcher et de contrer le développement de la violence sous toutes ses formes. La force, comme l'exprime C.G.B. Koné (2017 : 31), « traduit plutôt l'assurance, la force d'âme, la possession des facultés physiques, intellectuelles et morales qui induisent l'idée d'un être équilibré, aux antipodes de celui démesuré et violent. » Ainsi, pour la stabilité et la paix dans les milieux universitaires, il faut le dialogue et un système de communication performant. Dans une analyse critique, nous allons montrer comment à partir du dialogue, on peut arriver à dénouer les crises aigües en milieu universitaire.

Mots clés : Dialogue, force, prévention, université, violence.

Abstract

Exposed to tumultuous movements, the world is influenced by violence. This multi-purpose violence is rampant in our universities, to the extent that university life is becoming increasingly unbearable. However, as the University is a reflection of society, it is important to implement effective means that can help preventing violence if we want to see this institution functions properly. It is therefore up to man to stop violence's destructive rage that breaks out and destroys all things, "to work on its impact of the world in order to make it fit Leibniz's concept (the best of all possible worlds). (1969: 19). Man has the necessary resources to master violence. It is an educational and civic task that requires a disposition to understand and listen. In so doing, people must choose the expression of civility over the expression of power. That is why it is important to privilege the respect for the law instead of the submission to the law. According to Heraclitus, "The law is the strength of the city, it cements the state" (1964: 6). Its task is to restore rectitude and measure. Being powerful amounts to preventing and counteracting the development of violence. As put by Cyrille Kone (2017: 31): "Strength rather reflects assurance, fortitude, and

possession of physical, intellectual and moral abilities that induce the idea of a balanced being, which is the opposite of the excessive and violent one". Thus, for stability and peace in university circles, dialogue and an effective communication system are needed. In a critical analysis, we will show how starting from dialogue, we can ménage to resolve acute crises in the university environment.

Keywords: Dialogue, strength, prevention, university, violence.

Introduction

Le discours sur la violence apparaît presque dérisoire que le discours aux violents. Sans doute c'est parce que la violence elle-même se situe précisément hors de tout discours. La fascination qu'exerce la violence est celle du négatif. C'est l'appel du silence et de l'absolu, au-delà de toute raison. En un mot, la violence concerne entre autres choses, les agressions de toutes sortes, les guerres, l'oppression, l'injustice et l'exploitation de l'homme par l'homme. F. Julien (2004 : .515), affirme : « Nous appellerons violence l'explosion de la puissance qui s'attaque directement à la personne et aux biens des autres en vue de les dominer par la mort, par la destruction, la soumission ou la défaite. » Ainsi désignée, il appert que la violence est un moyen utilisé pour soumettre et intimider l'autre.

Or, l'université perçue comme temple du savoir, a une fonction de transmission de savoir dans le système national, parce qu'elle fait partie intégrante de la société. La violence à l'université peut donc influencer négativement la société. C'est pourquoi, pour le bon fonctionnement de la société, nous voulons mettre en place des dispositifs pour prévenir la violence dans nos universités. Dès lors, quels sont ces moyens de prévention de la violence dans nos universités ? Ces moyens peuvent-ils nous aider à éradiquer définitivement la violence dans nos universités ? Pour atteindre notre objectif, notre travail s'articulera autour de trois parties. Dans la première partie, nous parlerons de l'importance de la communication en cas de crise, dans la deuxième partie, il s'agit de déceler les signes d'abus de pouvoir afin d'éviter de tomber dans la violence, et la troisième partie traitera de la nécessité du dialogue en temps de crise.

1. Importance de l'information ou de la communication en cas de crise

En cas de crise et quelle que soit sa nature, interne ou externe, l'absence d'information, fait courir les rumeurs et les fausses nouvelles. Pour arrêter ces rumeurs, il faut communiquer en donnant les vraies informations. Il s'agit d'être factuel, de communiquer au plus juste de la situation. Une attention particulière doit être accordée à la communication et à la diffusion des informations relatives à la situation de crise, car une communication maîtrisée, permet de résoudre beaucoup de problèmes. Il faut donc être précis et concis dans son exposé. Cela permet de donner plus de poids aux sources d'informations et de nouvelles reconnues comme fiables.

1.1. L'information fiable comme moyen de limitation des rumeurs

Aujourd'hui, l'accès à l'information se démocratise avec les réseaux sociaux, offrant une panoplie de communication médias. L'information n'est plus à l'abri, elle est sujette à toutes les formes de manipulation. Il est donc important de pouvoir analyser les flux d'informations qui circulent dans les réseaux sociaux pour identifier certaines informations importantes. L'approche philosophique nous permet de faire le tri des informations reçues. Et ce, à partir de la question métaphysique par excellence : pourquoi la chose est ainsi et non pas autrement ? Cette approche philosophique permet aux philosophes de chercher à protéger la connaissance contre l'erreur. C'est ce que fait Platon dans *l'Apologie de Socrate*. En effet, Platon défend la connaissance vraie, parce que son maître Socrate a été victime de calomnie et d'injustice. A ce sujet, il écrit : « Si tu pars aujourd'hui pour l'autre monde, tu partiras condamner injustement, non par nous, les lois, mais par les hommes. » (Platon, 1965 : 79). La connaissance vraie est source de stabilité dans une nation. Elle accroît l'efficacité de la communication, en réduisant les bruits. C'est pourquoi Platon invite l'homme à s'élever au-dessus des vicissitudes de la terre pour contempler l'Idée vraie. Car selon lui, ici-bas, n'est que corruption, injustice, morbidité. La portée de son projet philosophique est précisément de défendre l'humain, de critiquer, de rejeter la cruauté comme la forme la plus abjecte en tant qu'elle ruine l'homme et empêche de faire humanité ensemble. A travers sa pensée, Platon, comme son maître Socrate, lutte contre la brutalité de la tyrannie injuste et la violence

de l'opinion afin qu'avec la science et le Bien advienne la cité épanouie. Une cité épanouie, est une cité où règne la justice vraie, où les hommes ont connaissance du bien et du mal. La connaissance du vrai devient ainsi indispensable pour connaître le monde du devenir, mais également pour agir sur lui. Ainsi, l'homme parvenu à l'objet suprême du savoir, peut éviter la violence et vivre dans un monde humanisé, loin de toute barbarie. La vraie connaissance nous affranchit, nous libère de toutes sortes de servitudes. A ce propos, la Sainte Bible (Osée4 verset 6) affirme : « Mon peuple est détruit parce qu'il lui manque la connaissance. » La vraie connaissance est un élément essentiel à la structure mentale de l'individu instruit de l'ère moderne.

Toujours dans cette quête de connaissance, la philosophie, définie comme questionnement perpétuel des choses, démontre encore que la connaissance véritable doit passer par une réflexion critique, c'est-à-dire que l'homme en quête de connaissance, doit prendre du recul en face des choses, pour mieux faire la différence entre ce qui est juste et ce qui ne l'ai pas, pour enfin trouver la connaissance véritable. Sur ce point, le doute est constructif, parce qu'il nous permet de faire preuve d'esprit critique. C'est une attitude antidogmatique. C'est ce qu'affirme R. Descartes (2000 :88-89), en ces termes :

« De ne recevoir aucune chose pour vraie que je ne la reconnusse évidemment être telle, c'est-à-dire d'éviter soigneusement la précipitation et la prévention, et de ne comprendre rien de plus en mes jugements que ce qui se présenterait si clairement et si distinctement à mon esprit, que j'eusse aucune occasion de le remettre en doute. »

Selon René Descartes, tout ce qui est fait par précipitation, est entaché d'erreur. C'est pourquoi nous devons adopter une attitude de méfiance face à toutes sortes d'informations reçues. Le philosophe allemand Leibniz, nous invite à nous attacher aux idées définies comme objets de la pensée, selon leur clarté et leur distinction. A cet effet, il écrit : « Nos idées simples sont claires lorsqu'elles sont telles que les objets mêmes d'où on les reçoit les représentent ou peuvent les représenter avec toutes les circonstances requises à une sensation ou perception bien ordonnée. » (G. W. Leibniz, 1966 : 217). En d'autres termes, une idée est claire, quand elle suffit pour reconnaître une chose et à la distinguer. Sans cela, l'idée est obscure, incertaine. Or, la pensée incertaine est ou vide et sans idée, ou flottante entre plus d'une idée. Ce qui nuit, soit qu'on veuille designer quelque chose déterminée, soit qu'on veuille donner au mot un certain

sens répondant ou à celui dont nous nous sommes déjà servis, ou à celui dont se servent les autres, surtout dans le langage ordinaire, commun à tous. De là, naissent une infinité de disputes vagues et vaines dans la conversation, dans les auditoires. Et ces conversations stériles ne servent qu'à mélanger davantage le peuple ignorant. G.W. Leibniz (1966 : 220-221), l'exprime en ces termes : « L'abus des mots est une grande source d'erreurs, car il consiste à ne point attacher les idées du tout, ou à en attacher une imparfaite dont une partie est vide et demeure pour ainsi dire en blanc, et en ces deux cas, il y a quelque chose de vide et de sourd dans la pensée. » C'est pourquoi nous devons être précis et clairs dans nos dires. Les moyens pour prévenir ces confusions et ces malentendus qui entraînent l'insécurité, la violence, c'est l'application constante des idées simples, unies en nombres fixes, et dans un ordre bien déterminé. Cela suppose que nous devons réfléchir, avant d'agir.

1.2. La raison humaine comme condition de gestion des informations

Un usage judicieux de la raison, nous permet d'éviter la violence dans la société, et particulièrement dans nos universités. Car le plus souvent, nous agissons sans raison suffisante, c'est-à-dire sans fondement. Or agir ainsi, est une sorte d'aliénation intellectuelle. Pour la bonne marche de nos universités, nous devons aller à la source des informations, et travailler dans la transparence. Les acteurs de l'éducation doivent tenir des discours francs. La transparence doit être démise dans leurs différentes informations. P. Rosanvallon (2006 :53), affirme : « La simplicité et la transparence sont des vertus politiques cardinales. » En plus de ces valeurs, pour le bon fonctionnement de nos universités, les acteurs de l'éducation doivent être aussi vigilants. La vigilance est à la fois contrôle et action. Contrôle d'abord, c'est-à-dire regard sourcilleux porté en permanence sur les actes des gouvernants. Un peuple libre, écrit ainsi l'orateur du genre humain pendant la révolution française, est un argus, il voit tout, il entend tout, il est partout, il ne dort jamais. La vigilance corrige les arhythmies de l'appel à la violence. Elle est une disposition d'esprit, c'est en clair, l'attention. P. Rosanvallon (2006 : 39), écrit : « Veiller, être en état d'alerte, être sur ses gardes sont des attributs essentiels de la citoyenneté. » Le propre d'une telle disposition, n'est pas seulement rapporté à l'agent qui la manifeste, mais elle participe de la construction d'une qualité globale de la sphère publique. Il y a une attention que doit avoir l'autorité qui veille au bon ordre et à la tranquillité

publique. L'Etat doit être un organe actif, qui n'est pas adepte du laisser-faire. Continuant son analyse, P. Rosanvallon (2006 : 40-45), démontre encore que :

L'attention doit caractériser le pouvoir d'Etat. Cette vigilance de régulation a pour conséquence de construire l'attention publique comme une quasi-institution, invisible et disséminée, mais en même temps productrice d'effets majeurs. La vigilance contribue par ce biais à modeler le champ des politiques publiques et à établir l'ordre des priorités de l'action gouvernementale. Elle s'avère pour cette raison plus efficace que bien des formes de participation institutionnalisée. Les pratiques de vigilance constituent en effet de plus en plus le levier de l'intervention pratique des citoyens là où ils ne forment pas un véritable corps politique. Il faut également comprendre la vigilance comme une modalité de l'action. Elle définit une forme particulière d'intervention politique. Elle est créatrice de possibilités et de limitations en structurant un champ général d'action.

L'essentiel du pouvoir réside donc dans une attention au monde qui permet d'en exploiter en permanence les tensions, d'en utiliser aux mieux les caractéristiques. C'est pourquoi, l'exercice du pouvoir ne doit pas consister seulement à déployer des forces, mais doit se laisser guider par une attention minutieuse au terrain, à optimiser le potentiel des situations. La vigilance est, si l'on veut, non-action ou non-bataille, mais elle entraîne des effets politiques et conduit à sa façon le monde. C'est pourquoi, nous devons veiller sur les informations que nous véhiculons dans la société. L'information vraie, peut maintenir l'harmonie dans une nation, et la stabilité dans nos universités. Elle restaure la confiance entre les différentes parties prenantes. Elle permet d'éviter le doute et les spéculations de la part des différentes parties. P. Rosanvallon, (2006 : 54), écrit : « La confiance est un économiseur d'informations. Elle présuppose des acquis. Elle caractérise un état de relations entre des personnes ou des groupes, entre gouvernés et gouvernants. » Chacun de nous est donc amené à être un patriote de race d'or, c'est-à-dire à poser des actions nobles qui honorent sa patrie. Car l'unité n'est pas l'uniformité, mais elle est constituée au contraire par un système articulé de communications, d'échanges entre la pluralité infinie des hommes qui habitent la terre et se soucient du monde commun qu'ils ont à partager, y compris dans le désaccord. Une prise de conscience effective, à un

devoir de responsabilité vis-à-vis de nous-mêmes et de l'humanité s'impose à nous.

Ainsi, l'homme portant en lui la forme entière de l'humaine condition, doit poser de bons actes, s'il le veut. A ce sujet, G.W.Leibniz (1969 : 19), écrit : « Il appartient à l'homme s'il le veut et s'il le peut de travailler son image du monde pour la rendre adéquate au concept du meilleur des mondes possibles. » L'homme selon Leibniz est perfectible. Il a les ressources nécessaires pour transformer son environnement. N'est-ce pas ce qu'affirme R. Descartes (2000 : 153), en ces termes ? « Par la science et la technique, l'homme devient comme maître et possesseur de la nature. » La science et la technique selon Descartes, ont pour objectif de rendre l'homme heureux. Le désir de tout citoyen, c'est de vivre en paix et dans la sérénité, sans inquiéter du lendemain. La paix est donc le point de mire de toute action politique. Elle est le respect des idéaux de justice sociale et de développement durable. Un Etat qui respecte et garantit les droits de l'homme, et l'état de droit, est un Etat qui a plus de chances de connaître la paix et la stabilité à tous les niveaux.

2. Les signes d'abus de pouvoir

Qu'est-ce que l'abus de pouvoir ? On entend par abus de pouvoir, l'exercice excessif d'un pouvoir conféré par un statut. Il s'agit d'utiliser ses capacités en dehors du champ d'action donnée, d'outrepasser ses droits. Quand le pouvoir ignore ses limites, il y a abus de pouvoir. L'abus de pouvoir se manifeste aussi par des intimidations, des humiliations, des menaces et des moqueries. Le pouvoir crée donc une sorte d'empathie chez ceux qui l'exercent, c'est-à-dire qu'ils ne prêtent plus attention aux besoins des autres et agissent comme bon leur semble sans tenir compte de l'opinion des autres. Le pouvoir est donc générateur d'abus.

2.1. Les moyens de prévention de l'abus de pouvoir

« Tout homme qui a du pouvoir est tenté en abuser. En d'autres termes, le pouvoir est comme un générateur d'abus. Sa concentration peut générer des abus extrêmes. » (C. de Secondat. Montesquieu, 1758 : 112). C'est pourquoi il est important que le pouvoir soit organisé de telle sorte à comprendre en lui-même ses propres garde-fous. Il ne faut donc pas permettre l'exercice d'un pouvoir absolu, mais un juste équilibre dans l'expression des différents pouvoirs, parce que la justice et le droit naturel font partie intégrante de la nature des choses. Les lois et les règles sont

ce qui fait l'ordre et la beauté de l'univers. G.W. Leibniz (1969 : 329), affirme : « Agir sans règles, serait agir sans raison. » La raison doit guider toutes nos actions. Tout doit se faire par des raisons déterminées. C'est une des règles de l'harmonie générale de l'univers. Nous devons donc poser de bons actes, car Dieu voit dans chaque partie de l'univers, l'univers tout entier, à cause de la parfaite connexion des choses. Il est donc inconcevable que tout homme de sens et de cœur ne fût pas alarmé des abus de pouvoir répandus dans la société. Le comble de la grandeur humaine, c'est de pouvoir faire le bien général des hommes. Il faut donc corriger les abus autant que l'homme le peut. La violence est une négation de notre humanité. Il faut toujours éviter les actes violents, c'est-à-dire des actions brutales, physiques ou morales envers quelqu'un. C'est une mauvaise tactique. Or, l'humain ne peut demeurer à l'écart de la violence en s'arrachant de sa domination. Comment le guérir de la rage de l'autodestruction ? C.G.B. Koné (2017 : 19), écrit : « L'homme doit arrêter la violence, l'autodestruction afin de ne mettre en danger ni l'espèce humaine ni la nature. En tant qu'il abrite la violence, lui seul peut empêcher que la rage destructrice éclate et anéantisse toutes choses. » C'est dire que l'être humain, du fait de la violence, peut être un loup pour son prochain. Pour donc éviter de tomber dans cette barbarie, nous devons nous soumettre aux lois.

C'est dans cette perspective d'idée que Montesquieu dans *l'esprit des lois* préconise la séparation des pouvoirs. Selon lui, la séparation des pouvoirs est un principe fondamental pour limiter les abus liés à l'exercice du pouvoir. La nature du gouvernement selon Montesquieu, c'est de répondre à la question suivante : Qui détient le pouvoir et comment l'exerce-t-il ? Selon Montesquieu, une seule gouverne et possède le pouvoir souverain, et exerce sa fonction avec des lois fixes et établies. C'est le gouvernement que Montesquieu affectionne. La théorie de la séparation des pouvoirs selon lui, vise à séparer les différentes fonctions de l'Etat, afin de limiter l'arbitraire et d'empêcher les abus liés à l'exercice des missions souveraines. La théorie de séparation des pouvoirs plaide pour que chacune des trois fonctions soit exercée par des organes distincts, indépendants les uns des autres. Et cela permet l'équilibre des pouvoirs. C.de Secondat. Montesquieu (1758 : 112), affirme : « Il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » La séparation des pouvoirs permet donc de protéger les droits de l'homme. Toute société dans laquelle la garantie des droits de l'homme n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de

constitution. Le contrôle mutuel qu'exercent les trois pouvoirs les uns envers les autres, préserve l'individu des atteintes à ses droits fondamentaux. La notion de gouvernance désigne dans ce cas, un mode de régulation caractérisé par des formes souples de coordination empruntant de multiples canaux et greffées sur une succession de rendez-vous. Dans l'ordre politique, cette dimension se manifeste par le fait que les autorités détentrices du pouvoir légal doivent en permanence dialoguer et composer, implicitement ou explicitement, avec de multiples instances de la société. Cela traduit une révolution des rapports entre l'Etat et la société civile. Continuant ses investigations, C.de Secondat. Montesquieu (1758 : 112-117), démontre que : « Les hommes s'accommodent toujours mieux des milieux que des extrémités. La liberté politique selon lui, ne se trouve que dans les gouvernements modérés, c'est-à-dire dans les Etats où on n'abuse pas du pouvoir. » Par liberté politique, on entend la tranquillité d'esprit d'un citoyen qui provient de l'opinion que chacun a de sa sureté. C.de Secondat. Montesquieu (1758 : 114), écrit : « Tout homme qui est censé avoir une âme libre, doit être gouverné par lui-même. » De par cette pensée, Montesquieu montre que nous devons agir selon notre raison. En toute chose, nous devons être modérés et prudents. C'est pourquoi dans nos universités ivoiriennes, nous demandons aux différentes sections des étudiants, particulièrement à la FESCI de revoir sa façon de revendiquer et aussi son rapport avec les autres étudiants.

En effet, la FESCI, fédération estudiantine et scolaire ivoirienne, outrepassa des fois ses droits. Elle empêche même certaines compositions dans les amphithéâtres, malgré la présence des enseignants. Ce comportement doit être revu. Car lorsqu'une autorité agit ainsi, on dit qu'elle exerce mal son champ d'action possible, et on parle là, d'abus de pouvoirs. A. Karamoko (2021 : 21), affirme que : « C'est la démesure dionysienne de signifiés qui excèdent leurs signifiants dans le jeu dangereux de l'inadéquation du dire. » Cette inadéquation rime avec la fascination qu'exerce la violence, qui est de l'ordre du négatif et qui a pour corollaire les combats, les affrontements et les guerres. Les responsables des organisations doivent apprendre à être de bons leaders. La République réclame de ses membres des vertus civiques qui sont entre autres, le dévouement et l'engagement, par rapport au bien commun et un fort sentiment d'appartenance à l'Etat au point de considérer toutes les institutions étatiques comme une partie d'eux-mêmes. C.G.B. Koné (2017 : 161-162), écrit :

Le partisan de la République est un homme de parole et non de violence. La parole nous a été donnée dans le but de nous séparer du réel et pour articuler nos différences et non les fondre ou les fusionner. Au plan institutionnel, l'unité ne devrait pas être l'uniformité, mais elle doit être constituée au contraire par un système articulé de communication, d'échange entre la pluralité infinie des hommes qui habitent la terre et se soucient du monde commun qu'ils ont à partager, y compris dans le désaccord.

La République, pensée comme une idée nécessaire, ne prétend pas fournir une bonne politique, mais veut éviter le pire, le mal extrême de la violence qui brise l'harmonie d'un ensemble. Pour ce faire, elle fait appel à la partie raisonnable de l'âme des citoyens et invite à aller au-delà des passions et des intérêts, en mettant en place des lois rendant effectives la liberté et l'égalité de droit qui conviennent aux membres de la société en leur qualité d'hommes. La République doit donc s'efforcer de parvenir à un équilibre entre les intérêts divergents pour ne brimer aucun des groupes humains qui la composent. C'est à ce prix qu'elle peut dompter le cauchemar de la violence pour s'atteler au travail productif générant bien-être et liberté qui consistent à l'égalité de tous à une législation commune. La République articule soumission à la loi, liberté et égalité, comme l'explique Emmanuel Kant (1985 :30), en ces termes : « La liberté consiste à n'obéir qu'à des lois que l'on a approuvées soi-même. » Dans la même perspective d'idée, J.J.Rousseau (1968 : 56), affirme : « L'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté. » La loi est ce qui donne sens à la vraie liberté. Tous les hommes sont égaux devant la loi. Ils doivent avoir les mêmes traitements.

2.2. Renforcement de la collaboration entre Etat et mouvements estudiantins

L'Etat dans son rapport avec les étudiants, doit s'inscrire dans le respect de la loi, car parfois, il met les étudiants dans une position de force inégale, qui les obligent à recourir à la violence. Or, le rôle de l'Etat, c'est la recherche perpétuelle de la paix dans la société. C'est le bien-être des citoyens. L'Etat doit apprendre à être à l'écoute de sa population. Sinon il sera qualifié d'Etat autoritaire, comme le pensent les anarchistes. En effet, selon eux, celui qui a le pouvoir, a le droit. L'Etat écrase donc ceux qui revendiquent, ceux qui sont en position de faiblesse. D'ailleurs c'est ce qu'affirme F. Nietzsche (1983 : 66) en ces termes : « L'Etat est le plus froid des monstres et il ment froidement, et le mensonge que voici sort

de sa bouche : moi l'Etat, je suis le peuple. » A travers cette pensée, Nietzsche veut dénoncer le caractère mensonger de l'Etat. Selon lui, la figure étatique repose sur une manipulation du peuple qu'elle défigure. Le peuple est défiguré dans la figure étatique, parce que sa véritable nature s'y perd. Le développement de l'appareil étatique est comme un processus de corruption.

Or, pour le bon fonctionnement de la société, et particulièrement de nos universités ivoiriennes, l'Etat, comme organe suprême doit collaborer avec les médias pour empêcher la manipulation de l'opinion publique, pour donner plus de poids aux sources d'informations et de nouvelles reconnues comme fiables. Une bonne gouvernance est un facteur de régulation des conflits sociaux politiques. Elle développe des réflexes d'anticipation et de gestion. Il faut donc une collaboration franche entre les membres de la communauté universitaire, c'est-à-dire entre les enseignants, les membres de l'administration et les étudiants, car la franchise, l'honnêteté, sont des conditions indispensables à toute politique. Tout leader, doit avoir une doctrine générale de l'habileté. L'éducation développe en nous le sens de la responsabilité et l'esprit critique. Pour ce faire, les abus de pouvoirs peuvent être évités dans nos milieux universitaires, si les différentes sections des étudiants agissent avec raison, modération et prudence. Ces responsables des étudiants doivent être de bons leaders, c'est-à-dire avoir les bonnes qualités, à savoir la collaboration, l'ouverture d'esprit, l'impartialité, etc. E. Naert (1964 : 7), affirme : « La justice et l'ordre de la société ne peuvent se construire que par référence à quelques idées claires. » De ce fait, il faut que l'ordre de l'esprit soit conforme à la loi humaine et divine et les saintes dispositions profondes de l'âme, et un cœur pénétré du généreux et de l'honnête. « L'humain n'a pas toujours le monopole de la parole. Il existe des paroles d'homme, il existe aussi une, émanant de Dieu, laquelle a, suivant les Saintes Ecritures, une fonction thérapeutique dans un monde où justement, les conflits sont essentiellement des crises de la parole. » (J. Guébo, 2021 : 12). Au sein d'un tel décor, seule la parole d'amour et de justice peut guérir et transformer les vies. Un bon gouvernant est donc celui qui trouve son bonheur dans le dévouement au bien public. La politique la meilleure est celle qui assure au maximum le bien de chacun. Or, le bien de chacun est ce qui est le plus agréable à Dieu tout-puissant, créateur de l'univers. Dieu dans ses actions, vise toujours ce qui est meilleur pour ses créatures. G.W.Leibniz (1969 : 144), écrit : « Aucune créature n'est dépourvue de perfection. L'homme est

donc capable de poser de bons actes s'il le veut.» Dans ce monde, le fondement de la justice, de l'ordre, des mérites et même de la forme de la République, c'est que chacun possède un entendement conforme à sa puissance et une puissance toute proportionnée à son entendement. L'entendement et la puissance peuvent servir au bien commun. Tout comme l'entendement et la puissance, l'équité ou l'égalité est un droit naturel qui vise le bien commun. Elle limite la guerre à mort par une exigence de restitution. Elle reconnaît l'existence d'arbitre, sanctionne moins l'inadvertance que la malice, annule les contrats illégaux. E. Naert (1964 : 8), écrit ceci :

Eviter de faire à autrui ce que l'on ne veut pas pour soi. La place d'autrui est le vrai point de perspective en politique aussi bien qu'en morale. Tout ce que nous trouverions injuste si nous étions à la place d'autrui, nous doit paraître suspect d'injustice. Et même tout ce que nous ne voudrions pas si nous étions à cette place, doit nous arrêter pour l'examiner plus mûrement.

Le respect, relation de réciprocité entre égaux, est condition de l'éthique, de la capacité du lien social fondé sur la reconnaissance de l'autre différent pour faire de l'entre-nous. Il est donc le sentiment de la présence d'autrui qui réclame l'attention et l'estime de soi qui rend capable de respecter, d'être juste et de détester la violence. Le respect, c'est l'obligation pour moi d'admettre l'existence d'autrui, sa présence à mes côtés, son droit à être un humain comme moi. Respecter revient donc à reprouver toutes humiliations et violences comme une horreur. Le respect apparaît comme un outil de protection de l'homme qui rend possible l'humanisme. Sans la retenue, qui est la reconnaissance, on serait presque tous cruels ou barbares. La république envisagée comme communauté politique poursuivant le bien commun, donne justement naissance à des rapports juridiques, à des liens de solidarité. Elle est une forme particulière d'Etat qui essaie de tempérer la violence. Elle joue une fonction essentielle d'humanisation. Elle permet de rectifier la justice commutative, et inaugure la justice distributive. La justice englobe en elle toutes les vertus. Elle est la vertu par excellence, car plus on est juste, plus on prend plaisir au bien commun. Et cela cultive l'esprit du vivre-ensemble. L'université est le lieu où l'on côtoie des individus de toutes nationalités, de toutes les cultures et de toutes les religions. Nous devons avoir un esprit d'ouverture, et nous accepter les uns les autres. S. Diakité (2014 :126-127), affirme : « Toute ouverture à l'autre est une richesse.

Nous devons être des bâtisseurs d'une Afrique diversifiée, une Afrique des peuples et non une Afrique des ethnies et des stigmatisations, une nation opaque et opacifiée. » Dans une telle nation, le respect mutuel est démis. Et nous pouvons dire qu'il constitue l'un des fondements de la paix sociale et des relations interpersonnelles. Dans cette perspective d'idée, E. Kant (2016 :105), affirme : « Ne jamais traiter autrui comme moyen, mais toujours comme une fin. » Cette formule signifie que l'homme ne doit en aucun cas être instrumentalisé. Il est sa propre fin. L'être humain, au demeurant, est unique et, à ce titre, il n'est ni échangeable ni remplaçable. C'est un être de dignité. La dignité permet à l'homme d'être ce qu'il est. Tous les hommes ont une égale dignité et méritent un égal respect. Le respect mutuel est un bouclier contre la violence. Il est lié à la pérennisation de la paix. C'est pourquoi dans les rapports de personne à personne, il importe de substituer le régime de la paix, qui égalise et affranchit les hommes, au régime de la violence qui est l'écrasement du faible par le fort. La construction de la paix au sortir de la violence politique est difficile. Elle exige du travail. Elle s'apprend et elle s'enseigne. D'où l'importance de la formation à la culture de la paix. La culture de la paix, est un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue.

3. La nécessité du dialogue en situation de crise

Le dialogue à son origine, est une technique d'accord civil. C'est un échange, c'est une manière de s'écouter, de faire circuler la parole. C'est une conversation tenue entre adversaires, sur un sujet défini en vue d'aboutir à un accord. De ce fait, il suppose la reconnaissance réciproque des partis en conflits. En un mot, le dialogue est un espace de civilité et d'égalité dans lequel, les personnes qui ont des idées contradictoires peuvent parler ensemble pour aboutir à une solution durable. Le dialogue peut donc contenir les tensions et les paradoxes. C'est une arme efficace pour le règlement pacifique des crises aiguës, parce qu'il sous-entend se parler et surtout s'écouter.

3.1. Le dialogue comme moteur du vivre-ensemble

Un dialogue transparent et honnête, favorise le partage d'idées, où chaque individu se sent écouté. La confrontation des idées, la liberté de penser, le respect des différences et des convictions favorisent la

naissance d'une société tolérante et pacifique. Aller à la rencontre de l'autre, permet de favoriser des connaissances mutuelles et ainsi de prévenir l'éclatement des tensions. C'est une initiative citoyenne pour construire la paix. Mais la paix ne peut être possible que si les hommes acceptent de résoudre par la parole, les oppositions et les conflits qui les divisent. La parole peut influencer significativement le cours de la vie. C'est pourquoi l'on a tendance à dire des personnes qui sont en conflit, qu'elles ne s'entendent pas. Les guerres comme l'a suggéré Sery Bailly et commentées par J. Guébo (2021 : 12), « Sont en effet des malaises de la communication : crises de la parole non tenue, crises de la parole blessante, crises de la parole non audible, crises de la parole trop bruyante, crises de la parole vainement attendue, mais aussi crises de la parole sans empathie et de la parole sans partage. »

Or, un bon leader selon Y. Savadogo (2021 : 71) : « doit être favorable à l'écoute. Il doit demeurer ferme, solide et expérimenter. » La chute du responsable qui n'écoute pas est fatale. Ecouter est capital pour un bon leader. Y. Savadogo (2021 : 72), continuant son analyse affirme : « Le sage écoute plus qu'il ne parle. Car souvent les conflits entre les hommes n'ont d'autre origine que l'incompréhension de l'autre. Savoir écouter est un art. Celui qui ne sait pas écouter a déjà échoué avant même d'avoir commencé son ministère. On ne finit jamais d'apprendre. » Le dialogue interculturel est un outil puissant pour la prévention des conflits et de l'extrémisme violent. C.G.B. Koné (2017 : 159), affirme : « Ne vouloir faire société qu'avec ceux qu'on peut approuver en tout, c'est faire preuve d'intolérance. » La République a principalement pour tâche de neutraliser les couleurs, d'effacer les signes extérieurs de discrimination qu'ils soient de classe sociale, de sexe, de religion, pour ne faire droit qu'au seul respect de l'humanité. La République et l'instance politique ne commencent que là où les solidarités de sang de lignage ou d'ethnie, qui fondent les associations naturelles, s'effacent et où les hommes en tant que pairs, frères et amis, acceptent de résoudre par la parole les oppositions, les conflits qui les divisent. La raison doit donc guider toutes nos actions. L'idée de paix se présente comme une construction rationnelle, dont la principale efficacité est d'associer le sort du monde au progrès de la solidarité entre les Etats. De la sorte, la paix doit s'imposer et s'obtenir de par des moyens profondément pacifiques. Car on peut ne pas être du même avis que l'autre, mais l'essentiel est de se mettre d'accord. C'est d'aller à la rencontre de l'autre. Choisir de dialoguer, c'est exprimer nos problèmes et comprendre ceux d'autrui. Le

dialogue nécessite l'acceptation de la critique et de la tolérance. Il contribue à améliorer la cohérence des efforts de ses membres en leur permettant de partager leurs expériences et d'identifier collectivement les solutions aux problèmes qu'ils ne pouvaient résoudre individuellement. La force du dialogue réside dans sa capacité à rassembler ses membres. Il permet le renforcement de la cohésion nationale. Cette gestion citoyenne des conflits, permet de normaliser les tensions qui peuvent exister et contribue à la promotion durable de la paix. La paix c'est l'autre versant de la violence. Elle se caractérise par une absence de mouvements sur une ligne rectiligne. Autrement dit, la paix est synonyme de tranquillité, d'accord parfait, d'entente. R. Gnaléga (2013 : 106), affirme : « La paix, c'est la vision d'un monde homogénéisé où tous les conflits auront trouvé une résolution idoine. » La paix est la raison d'être de toutes sociétés. C'est l'expression du vivre-ensemble. Eduquer à la paix, c'est former un citoyen solidaire et responsable, ouvert aux autres cultures, capable d'apprécier la valeur de la liberté, respectueux de la dignité humaine et des différences. C'est aussi former un citoyen capable de prévenir des conflits ou de les résoudre par des voies non-violentes, c'est-à-dire par le dialogue. En un mot, pour prévenir la violence dans nos universités ivoiriennes, il faut, en plus du dialogue qui requiert du savoir-faire et des méthodes, ajouter la formation des leaders des groupes ou sections d'étudiants.

3.2. Formation des syndicats sur les bonnes pratiques et les réactions en cas de crise

Les vrais leaders, sont ceux qui savent gérer à la perfection leur communication et soignent leurs relations. Ils doivent faire preuve de bienveillance, c'est-à-dire faire la politique de l'équilibre, agir dans le juste milieu. Cela est possible si la raison gouverne tout. La paix est un principe universel de la raison et c'est le but que toute société veut atteindre. Pour mieux fonctionner, toute société a besoin de paix. Et comme l'université est une institution sociale, pour son bon fonctionnement, R. Gnaléga (2013 : 108), affirme : « la violence doit être combattue avec détermination, pour qu'apparaisse de façon définitive la paix. » Chacun doit donc chercher à construire la paix en optant pour la non-violence, la tolérance, le respect mutuel, le vivre-ensemble, etc. Pour ce faire, chacun doit trouver des moyens pacifiques pour extérioriser ses désaccords, car aucun problème ne peut être résolu par la violence. La violence a un caractère contraignant et porte atteinte à l'intégrité de

l'individu. Elle brise l'harmonie d'un ensemble. C'est un mal nuisible à la vie en société, en ce qu'elle génère la confrontation et le chaos. Elle est l'une des formes variables du mal réunies dans la figure emblématique du tyran. C'est pourquoi, chacun de nous doit veiller à ce que la violence ne soit pas présente dans nos milieux universitaires. La philosophie de Platon permet d'expliquer aux hommes, qu'il y va dans leur intérêt d'organiser la vie sociale de sorte à refuser la violence au profit de la paix sociale, de la liberté et de la justice réciproque. La liberté est le fondement de la nature de l'homme. Elle est également une valeur cardinale, en ce que l'homme ne pouvant être conçu autrement que comme animal social. La raison d'être de l'État, est de protéger l'homme contre le mal et la malveillance. Pour ce faire, les citoyens doivent être vigilants et veiller à ce que l'État ne s'arroge pas de droit qu'il n'a pas. P. Rosanvallon (2006 : 41), écrit : « La vigilance est, si l'on veut, « non-action » ou « non-bataille », mais elle entraîne des effets politiques et conduit à sa façon le monde. » La vigilance contribue à modeler le champ des politiques publiques et à établir l'ordre des priorités de l'action gouvernementales. Elle s'avère pour cette raison plus efficace que bien des formes de participation institutionnalisée. Le public agit de cette façon sur le mode d'un thermostat régulateur des décisions politiques. Les pratiques de vigilance constituent en effet, de plus en plus le levier de l'intervention pratique des citoyens là où ils ne forment pas un véritable corps politique. La surveillance empêche les querelles, les tumultes, les vols, etc. Pour ce faire, elle doit s'inscrire dans un véritable projet d'éducation à la citoyenne, en s'appuyant sur le dialogue, la concertation et l'information vraie.

Conclusion

Nous concluons avec C.G.B. Koné que (2017 : 165) : « Toutes les formes de violence ont pour but commun de rabaisser l'être humain. La violence est donc liée aux non respects des droits humains, car à chaque fois qu'un droit est violé, il y a violence. » La communication rationnelle peut permettre d'éviter la violence, car elle apparaît comme un moyen efficace pour pacifier les relations humaines et atténuer les conflits. Les différends doivent se régler en faisant des concessions qui préservent des violences en rapprochant les individus en conflit. Les conflits sont la marque d'une insuffisance de dialogue. La recherche de *la juste mesure* vise à endiguer la brutalité. Leibniz, grand conciliateur et harmonisateur, nous enseigne

l'espoir dans une époque de déchirement, tout en montrant que la violence peut être évitée, si l'homme agit correctement, c'est-à-dire s'il pose des actes rationnels visant un but humaniste. L'univers leibnizien est un univers pétri de cohérence où le mal perd toute positivité. Si donc nous voulons assurer un mieux vivre-ensemble dans nos universités, il faut que l'éducation à la paix soit une nécessité. Elle doit être enseignée dans nos universités, car elle est un moyen de prévention de la violence. Elle contribue à la cohésion sociale. La cohésion sociale transparait lorsque les droits humains inaliénables sont respectés, sans distinction d'origine et de sexe. Les étudiants doivent être des partisans de la République, en posant en droit l'unité du genre humain.

Références bibliographiques

- DESCARTES René. (2000).** *Discours de la méthode*, Paris, Librairie Générale Française.
- DIAKITE Samba. (2014).** *Politiques africaines et identités, des liaisons dangereuses*, Canada, Différence pérenne.
- GNALEGA René. (2013).** *Senghor et la civilisation de l'universel*, Paris, l'Harmattan.
- GUEBO JOSUE. (2021).** *Je crois en Jésus, son fils unique*, Lomé, Ed. Continents.
- JULIEN Freund. (2004).** *L'Essence du politique*, Paris, Editions Dalloz.
- KANT Emmanuel. (2016).** *Fondement de la métaphysique des mœurs*, Trad. V. Delbos, Paris, Livre de Poche.
- KANT Emmanuel. (1985).** *Pour la paix perpétuelle*, Trad. Jean-François Balandé, Lyon, Livre de poche.
- KARAMOKO Abou. (2021).** *Etat africain, violence et théorie critique*, Paris, l'Harmattan.
- KONE Cyrille. (2017).** *Sur la maîtrise de la violence*, Paris, l'Harmattan.
- LEIBNIZ Gottfried Wilhelm. (1969).** *Essais de théodicée*, Trad. Jacques Brunschwig, Paris, Garnier Flammarion.
- LEIBNIZ Gottfried Wilhelm. (1966).** *Nouveaux essais sur l'entendement humain*, Trad. Jacques Brunschwig, Paris, Garnier Flammarion.
- MONTESQUIEU Charles de Secondat. (1758).** *De l'esprit des lois*, Paris, Gallimard.
- NAERT Emilienne. (1964).** *La pensée politique de Leibniz*, Paris, PUF.
- NIETZSCHE Friedrich. (1983).** *Ainsi parlait Zarathoustra*, Traduction, préface et commentaires de Georges Arthur Goldschmidt.

- PLATON. (1965).** *Apologie de Socrate*, Traduction et notes par E. Chambry, Paris, GF. Flammarion.
- ROSANVALLON Pierre. (2006).** *La contre-démocratie*, Paris, Seuil.
- ROUSSEAU Jean-Jacques. (1968).** *Du contrat social*, Paris, GF. Flammarion.
- SAVADOGO Youssof. (2021).** *Un bon leader*, Burkina Faso, Neba Zaabo.
- VOILQUIN Jean. (1964).** *Les penseurs grecs avant Socrate*, Paris, Garnier Flammarion.